



Les Nouvelles du Climat

Décembre 2020



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafilr87@gmail.com .

Table des matières

Nouvelles du Centre 4C Maroc.....	3
Les nouvelles du climat au niveau international	4
Novembre 2020, le plus chaud jamais enregistré dans le monde	4
Baisse record des émissions de CO2 en 2020 à cause du Covid-19	4
Sommet des hautes ambitions climatiques.....	5
L'ONU appelle à déclarer « l'état d'urgence climatique », cinq ans après l'Accord de Paris	6
L'Accord de Paris sur le climat fête son cinquième anniversaire : qu'a-t-il changé ?	6
Cinq ans après l'Accord de Paris, les engagements sur le climat sont devenus un impératif pour les grandes entreprises.....	7
Réunion extraordinaire de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et Réunions des Parties aux Protocoles de Cartagena et de Nagoya	8
Résumé des Dialogues des Nations unies sur le changement climatique	9
Quatrième réunion du groupe d'experts ad hoc à composition non limitée sur les déchets marins et les microplastiques.....	10
Le Groupe de la Banque mondiale se fixe pour ambition de porter à 35 % la part de ses financements en faveur de l'action climatique dans les pays en développement	10
Les principes d'adaptation : 6 façons de renforcer la résilience au changement climatique	11
Publication du Rapport 2020 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions des GES du PNUE	12
Sécurité climatique au Soudan.....	13
Publication du guide du Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires du Fonds Vert Climat	14
Publication du Bilan mondial 2020 de l'action climatique par secteurs par l'Association Climate Chance.....	14
Les nouvelles du climat au niveau national.....	16
Performance climatique : le Maroc en 4 ^{ème} position du classement.....	16
Cartographie des sols : La Fondation OCP lance "Restore Africa Soils"	16
Durabilité : l'UM6P et cinq universités forment un consortium de recherche	17
Le Maroc investit 10 MMDH dans la plus grande station de dessalement de l'eau de mer en Afrique.....	17
Barrages : Taux de remplissage de 35,6% au 1 ^{er} décembre 2020	18
Énergies renouvelables : transfert d'actifs entre ONEE et MASEN.....	18
World PTX Summit 2020 : l'hydrogène vert peut être un accélérateur de la décarbonation de l'économie.....	19
Entretiens maroco-espagnols pour le renforcement du partenariat énergétique.....	19



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafilr87@gmail.com .

Nouvelles du Centre 4C Maroc

- Le Centre marocain de Compétences Changement Climatique « 4C » organise, en partenariat avec le consortium québécois Ouranos, une série de webinaires portant sur les enjeux et défis associés à l'adaptation aux changements climatiques et les solutions que l'on peut mettre en œuvre au niveau national, régional ou local. Afin de stimuler le dialogue, comparer les approches et apprendre les uns des autres, des experts québécois, associés au consortium Ouranos, et des experts marocains, associés au Centre 4C Maroc, sont invités à intervenir pour échanger autour d'un large éventail de thématiques en lien avec l'adaptation aux changements climatiques. Huit webinaires ont été organisés jusqu'à présent et un prochain webinaire sera organisé **le mardi 12 janvier 2021** sur la résilience des villes et de l'habitat face aux changements climatiques. Pour plus d'informations et/ou pour vous inscrire à la série de webinaires, prière d'entrer en contact [avec les organisateurs](#).
- La formation sur les changements climatiques au profit d'une centaine de jeunes marocains, doctorants et étudiants master, organisé par le Centre 4C avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement, continue d'être organisé deux fois par semaine. Les sessions du mois passé ont porté sur l'évaluation de la vulnérabilité, les métriques de l'adaptation et la planification dans un contexte de changements climatiques.
- Le Centre 4C, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a lancé, en octobre, une formation en changement climatique au profit des cadres de l'administration et des institutions publiques. Elle continue d'avoir lieu deux fois par semaine. Les sessions du mois passé ont porté sur **le volet budgétaire en tant que source de financements des mesures d'adaptation et d'atténuation en changement climatique, l'inventaire des GES et le calcul du potentiel d'atténuation**.
- Après l'achèvement de « ***l'étude de préfiguration du Fonds Bleu du Bassin du Congo*** », menée avec l'appui technique et budgétaire du Centre 4C, la Commission Climat du Bassin du Congo (CCBC) a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour la sélection d'une Banque de Développement chargée de l'ouverture et de la gestion d'une ligne de financement « Fonds Bleu pour le Bassin du Congo ». Pour plus d'informations, cliquer sur [ce lien](#).
- Le Centre 4C Maroc, avec l'appui du Programme de Développement des Nations Unies, a lancé trois appels à consultation ces derniers mois, qui sont toujours ouvert pour soumission :
 - L'élaboration d'une note conceptuelle du projet « ***Installation de toits solaires PV raccordés au réseau de basse tension dans le secteur résidentiel au Maroc*** » ([pour plus de détails](#)) ;
 - L'élaboration d'une note conceptuelle du projet « ***Gestion intégrée des ressources en eau dans le contexte du changement climatique dans la ville de Marrakech*** » ([pour plus de détails](#)) ;
 - Et pour le recrutement d'un consultant pour ***l'analyse du projet de loi des finances 2021 par rapport au climat***, et l'animation d'une formation au profit des acteurs concernés et des ONG sur l'intégration du changement climatique dans les politiques budgétaires ([pour plus de détails](#)).



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafilr87@gmail.com .

Les nouvelles du climat au niveau international

Novembre 2020, le plus chaud jamais enregistré dans le monde

Novembre 2020 a été le mois de novembre le plus chaud jamais enregistré dans le monde, rattrapant encore un peu plus l'année 2020 du record de 2016, selon le service européen Copernicus sur le changement climatique. La période de douze mois allant de décembre 2019 à novembre 2020 se situe à 1,28°C au-dessus des températures de l'ère préindustrielle, explique Copernicus dans son bilan climatique mensuel publié le lundi 7 décembre.

Alors que les années 2015 à 2020 sont les six les plus chaudes jamais enregistrées, ce chiffre rapproche dangereusement la planète du premier plafond de l'Accord de Paris, vise à contenir le réchauffement nettement sous les +2°C, si possible à +1,5°C. Or, la planète gagne en moyenne 0,2°C par décennie depuis la fin des années 1970, insiste Copernicus. Le réchauffement atteint déjà environ 1,2°C et 2020 ne risque pas d'inverser la tendance. L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a ainsi annoncé mercredi 2 décembre, que 2020 serait sur le podium des années les plus chaudes. Les données provisoires la place pour l'instant deuxième derrière 2016, mais l'écart étant faible, le classement pourrait changer.

Au niveau mondial en novembre, la température a nettement dépassé (de 0,13°C) le précédent record détenu à égalité par novembre 2016 et novembre 2019, pour s'établir à +0,77°C au-dessus de la température moyenne de la période 1981-2010. Les températures ont été particulièrement élevées en novembre même en Sibérie, sur l'océan arctique, une partie de l'Europe du Nord et des Etats-Unis, l'Amérique latine, l'ouest de l'Antarctique. La banquise de l'arctique a été à son deuxième niveau le plus bas. Une situation "inquiétante et qui souligne l'importance d'une surveillance globale de l'Arctique, qui se réchauffe plus vite que le reste du monde", a souligné Carlo Buontempo, directeur du service européen Copernicus sur le changement climatique.

[Pour plus d'informations](#)

Baisse record des émissions de CO2 en 2020 à cause du Covid-19

Les émissions de CO2 d'origine fossile ont connu une baisse record de 7% en 2020, liée aux mesures de confinement prises contre l'épidémie de Covid-19, selon le bilan annuel du Global Carbon Project publié le vendredi 11 décembre.

Ce rapport s'intéresse aux émissions annuelles de CO2 d'origine fossile et à leur persistance dans l'atmosphère, responsables du changement climatique et de son lot de catastrophes. Ce rapport est traditionnellement publié lors des conférences de l'ONU sur le climat. Cette année, sa publication intervient dans un contexte particulier, car la 26e COP prévue à Glasgow a été repoussée d'un an.

Ses résultats sont également inédits, avec une baisse estimée à 7% des émissions mondiales de CO2 fossiles sur l'année, soit 2,4 milliards de tonnes. Au plus fort du confinement au printemps, elles ont même chuté d'environ 17% comparé à 2019. Jamais une telle diminution n'avait été observée auparavant, selon un communiqué de presse. Lors des précédentes crises mondiales (1945, 1981, 1992, 2009), elles n'avaient jamais dépassé 0,9 milliard de tonnes.

Par secteur, les réductions d'émissions de CO2 ont été plus marquées dans les transports de surface, qui représentent 21% des émissions mondiales. Elles "ont été réduites de moitié dans les pays au plus fort du confinement", selon le communiqué. Celles de l'aviation se sont effondrées de 75%. Elles ne représentent que 2,8% des émissions mondiales mais ne cessent de croître. Les émissions de



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafilr87@gmail.com .

l'industrie (22% des émissions mondiales) "ont été réduites de 30% dans les pays au plus fort du confinement".

Pour autant, cela ne suffit pas pour réduire le réchauffement climatique et ses impacts, les émissions de CO2 se maintenant à des niveaux élevés. De plus, leur diminution liée à la crise du coronavirus devrait être de courte durée. En Chine, les émissions ont déjà renoué en avril avec le niveau qu'elles avaient précédemment et on peut s'attendre à ce qu'il y ait un rebond en 2021, indique Philippe Ciais, chercheur au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement lors d'une visio-conférence.

La grande question est de savoir si les investissements liés à la relance économique vont permettre de créer une véritable augmentation dans les énergies à bas carbone et une réduction visible des émissions. Quelque 12.800 milliards de dollars ont été promis ces derniers mois, dont 11.000 par les États du G20, pour soutenir les entreprises ou les ménages, soit trois fois plus qu'après la crise de 2008. Mais selon 14 instituts de recherche, les pays du G20 ont annoncé au moins 234 milliards de dollars d'argent public en faveur des énergies fossiles, contre 151 milliards pour les énergies propres.

[Pour plus d'informations](#)

Sommet des hautes ambitions climatiques

À l'occasion du cinquième anniversaire de l'adoption de l'Accord de Paris, les Nations unies, le Royaume-Uni et la France, en partenariat avec le Chili et l'Italie, ont organisé conjointement un événement de haut niveau pour mobiliser les dirigeants gouvernementaux et non gouvernementaux afin de démontrer leur engagement envers l'Accord de Paris et le processus multilatéral. Ce sommet était le troisième d'une série d'événements de haut niveau destinés à appuyer la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à faire preuve d'une plus grande ambition en offrant une plateforme de haut niveau pour de nouveaux engagements.

Comme pour le sommet sur l'action climatique de 2019 du Secrétaire Général des Nations Unies, António Guterres, seuls les pays et les parties prenantes ayant fait des annonces nouvelles et ambitieuses ont eu un temps de parole. Contrairement aux précédents sommets sur le climat, la pandémie COVID-19 a rendu obligatoire la tenue de ce Sommet dans un format virtuel, en grande partie à travers des déclarations préenregistrées entrecoupées de brèves vidéos thématiques sur l'ambition climatique, l'adaptation, l'énergie, le financement et l'agriculture, notamment.

Au total, 75 dirigeants ont annoncé de nouveaux engagements, dont certains avaient déjà été communiqués au cours des derniers mois ou des derniers jours. Parmi ceux-ci, 45 concernaient les NDC, 24 les engagements d'émissions net zéro et 20 les plans d'adaptation et de résilience. Parmi les principales annonces, on peut citer :

- L'engagement de la Chine, à travers la révision de son NDC, de réduire ses émissions de dioxyde de carbone par unité de produit intérieur brut (PIB) de plus de 65% d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 2005 ;
- L'engagement de l'Union européenne, à travers la révision de son NDC, de réduire les émissions de GES d'au moins 55% par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2030 ;
- L'objectif du Royaume-Uni en matière de NDC de réduire les émissions de GES d'au moins 68% par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2030 ;
- Diverses annonces d'objectifs de NDC plus élevés par les pays en développement ;
- Des engagements nets zéro par des pays développés et en développement, et par des acteurs infranationaux et non étatiques, notamment l'Argentine, la Barbade, le C40 Cities



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafilr87@gmail.com .

Climate Leadership Group, Fidji, la Finlande, le Japon, le Malawi, les Maldives, Nauru, le Népal, la République de Corée et la Suède ;

- Annonces de plans d'adaptation par le Bangladesh, l'Éthiopie, les îles Marshall, le Suriname, le Portugal, l'Espagne, l'Uruguay et Vanuatu, entre autres ;
- Des promesses de financement pour le climat, notamment du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, du Portugal, de la Finlande, du Luxembourg et de Monaco, et des institutions financières internationales, dont la Banque européenne d'investissement et la Banque mondiale ;
- L'initiative Net Zero Asset Managers, qui s'est engagée à soutenir des émissions net-zéro de GES d'ici 2050 en alignant les investissements en conséquence, et qui couvre actuellement 9 000 milliards de dollars d'actifs ;
- Au total, 72 nouvelles villes et autorités locales du Royaume-Uni, du Danemark, de la Chine et de la Belgique ont rejoint la "Cities Race to Zero", qui s'inscrit dans le cadre de la campagne mondiale "Race to Zero" visant à mobiliser les acteurs non étatiques et infranationaux autour d'initiatives "net zéro" et de relances "vertes et justes", en prévision de la 26^{ème} session de la Conférence des parties à la CCNUCC (COP 26) ;
- Des engagements liés à l'atténuation pris par des entreprises des secteurs de la fabrication, de l'industrie, de l'aviation, des transports, de la technologie et de la mode.

[Pour plus d'information](#)

L'ONU appelle à déclarer « l'état d'urgence climatique », cinq ans après l'Accord de Paris

Le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), Antonio Guterres, a appelé le monde à « déclarer l'état d'urgence climatique », lors de l'ouverture, le samedi 12 décembre, du sommet destiné à relancer les efforts de lutte contre le réchauffement climatique, cinq ans après l'Accord de Paris.

« J'appelle aujourd'hui les responsables du monde à déclarer l'état d'urgence climatique dans leur pays jusqu'à ce que la neutralité carbone soit atteinte », a lancé M. Guterres, alors que cinq ans plus tôt la communauté internationale s'était engagée à contenir le réchauffement « nettement » en dessous de + 2 °C, et si possible + 1,5 °C, par rapport à l'ère préindustrielle.

Mais les engagements de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES) pris par les pays « n'étaient pas suffisants » et « n'ont pas été respectés », a souligné M. Guterres, avant de rappeler **qu'il est nécessaire de « réduire les émissions mondiales de 45 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2010 »**. À moins d'un an de la COP26, qui se tiendra en novembre 2021 à Glasgow, en Ecosse, le secrétaire général de l'ONU a exhorté les participants au sommet « à faire preuve d'ambition, à faire cesser les coups portés à notre planète, et à faire ce qu'il faut pour garantir l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants ».

[Pour plus d'informations](#)

L'Accord de Paris sur le climat fête son cinquième anniversaire : qu'a-t-il changé ?

L'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI) a publié une série d'articles à l'occasion du 5^{ème} anniversaire de l'Accord de Paris. Nous publions ici quelques extraits qui ont retenu notre attention :

- Si nous considérons la situation telle qu'elle était il y a à peine une décennie, il nous faut reconnaître que beaucoup de choses ont déjà changé. Tout d'abord, la neutralité carbone



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafilr87@gmail.com .

imprègne à présent l'agenda politique dans tous les grands pays et au niveau mondial, faisant évoluer la compréhension du problème pour passer de réductions marginales à une transformation de toutes les économies. En introduisant le concept de neutralité mondiale dans l'arène politique, Paris a changé la donne. Le rapport du GIEC sur le réchauffement planétaire de 1.5°C a clairement montré qu'il n'y avait pas d'autre choix que de réduire à zéro les émissions de CO2 d'ici la seconde moitié du siècle.

- La seconde étape politique clé introduite par l'Accord de Paris est que tous les pays ont adhéré à un processus universel d'engagement et d'action, après des années de division stérile sur la question de la participation. Une intégration plus adéquate des besoins d'adaptation dans le processus de développement, l'accès à des financements publics et privés adéquats afin de soutenir des investissements plus verts, une meilleure intégration de la prise en compte du climat et de la biodiversité dans des solutions efficaces fondées sur la nature constituent des exemples de développements pour lesquels l'Accord de Paris a fait figure de facteur stimulant.
- Troisième changement majeur, notre compréhension de la façon dont les règles d'un tel accord peuvent mener à une mise en œuvre effective a progressivement évolué. Le signal politique envoyé par la ratification de l'Accord est demeuré fort, malgré l'annonce du retrait des États-Unis en 2017. Les négociations menées en amont de la réunion de Paris se sont caractérisées par une mobilisation bien plus large et active des acteurs non étatiques (secteur privé, autorités locales, société civile) qu'il n'y en avait jamais eu, avec un double message : tout d'abord, ces acteurs mettent en œuvre l'action climatique de façon quotidienne, et ils ont des enseignements à communiquer, et des demandes à formuler, que les États doivent prendre en considération ; ensuite la gouvernance climatique est plus qu'une simple mise en œuvre « descendante » (top-down) par le biais de traités, de lois et de réglementations, mais elle dépend de la façon dont les différents intervenants adapteront leurs stratégies aux évolutions mondiales, en fonction de leur appréciation politique.
- Toutefois, tout ceci demeure insuffisant. La transition énergétique a déjà débuté dans le secteur de l'électricité, et le mouvement est mondial même s'il n'est pas encore suffisant ; mais c'est à peine si cela se produit dans les autres secteurs, et notamment dans celui de l'agriculture et ou de la mobilité, où l'augmentation de la demande neutralise encore les améliorations technologiques. Une fois encore, cela ne remet pas en cause le fait que les évolutions en matière de gouvernance identifiées plus haut soient réelles et nécessaires, ni ne nie l'émergence locale de projets et d'initiatives alignés sur les objectifs de l'Accord de Paris ; mais cela confirme que, à tout le moins, les changements touchant l'économie réelle demeurent trop lents, trop marginaux pour aboutir au résultat attendu (*tiré des publications de l'IDDR*).

[Pour plus d'informations](#)

Cinq ans après l'Accord de Paris, les engagements sur le climat sont devenus un impératif pour les grandes entreprises

Cinq ans après l'Accord de Paris, se fixer des objectifs ambitieux en matière climatique est devenu incontournable pour les grandes entreprises. Un décompte des grands engagements le prouve : plus de 1 500 entreprises dans le monde, représentant plus de 12 000 milliards de dollars chiffre d'affaires se sont engagées dans des objectifs de neutralité carbone, selon une étude du NewClimate Institute & Data-Driven Envirolab. 542 ont vu leur stratégie climat validées par la Science Based Targets Initiative qui vérifie leur alignement avec les objectifs de l'Accord de Paris. Mieux, 363 (contre seulement une dizaine en 2019) s'engagent sur une trajectoire compatible avec les 1,5°C de



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafilr87@gmail.com .

réchauffement.

En France, en pleine crise économique, et alors que la majorité des entreprises ont prévu de réduire leurs investissements globaux, les projets d'efficacité ne sont pas concernés. 55 % des entreprises vont même augmenter ces derniers, constate une étude de la Banque européenne d'investissement parue fin novembre. Une proportion plus forte que la moyenne européenne (47%). "On note une accélération des investissements visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre avec des montants qui sont passés de 45 milliards d'euros sur 2015-2020 à 75 milliards d'euros sur 2020-2023", souligne le Medef. Le syndicat patronal veut passer, d'ici juin prochain, de 100 à 1000, le nombre d'entreprises engagées à augmenter leurs investissements en R&D bas carbone via le French Business Climate Pledge.

Si l'accélération est bien là, elle est insuffisante. Au niveau mondial, il faut 3 000 à 5 000 milliards de dollars d'investissements par an pour atteindre les ambitions de l'Accord de Paris d'ici 2050. Cela représente cinq à huit fois les niveaux d'investissements actuels selon le cabinet BCG. Pour changer d'échelle, ce sont désormais des changements structurels profonds qui sont attendus.

Les investisseurs orientent de plus en plus leurs investissements vers les entreprises engagées dans la transition, via la souscription d'émissions vertes ou des fonds regroupant des valeurs vertes. Ils poussent aussi les entreprises dont ils sont actionnaires à agir sur les sujets climatiques par le dialogue actionnarial. C'est le cas de Climate Action 100+, une coalition de 500 investisseurs mondiaux, qui incite les 161 entreprises les plus émettrices à s'engager pour la neutralité carbone d'ici 2050. Mais aussi par l'engagement vers la neutralité carbone de leurs portefeuilles d'actions, comme au sein de la Net Zero Asset Owner Alliance, qui compte désormais des dizaines d'investisseurs institutionnels pesant plus de 5 000 milliards de dollars. Les entreprises entendent ce signal des investisseurs engagés et, pour les convaincre de leurs bonnes intentions, elles veulent faire preuve de transparence sur leur gestion du climat, de l'eau et de la forêt. Ainsi, le CDP, qui compile les données environnementales rapportées par les sociétés, a obtenu en 2020 une collecte record de données auprès de 9 600 entreprises à travers le monde. Cela représente une augmentation de plus de 70 % depuis l'Accord de Paris.

[Pour plus d'informations](#)

Réunion extraordinaire de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et Réunions des Parties aux Protocoles de Cartagena et de Nagoya

La Conférence des Nations Unies de 2020 sur la diversité biologique était initialement prévue en octobre 2020 à Kunming, en Chine. Mais, comme la plupart des réunions multilatérales de 2020, la conférence a été reportée en raison de la pandémie de la COVID-19. Cependant, la Convention sur la diversité biologique (CDB) tenait à ce que ses Parties se réunissent pour adopter un budget intérimaire pour 2021, étant donné que le budget actuel du Secrétariat s'épuise le 31 décembre 2020 et considérant l'urgence de maintenir le Secrétariat opérationnel et de permettre aux Parties de payer leurs contributions pour l'exercice 2021.

C'est ainsi que la deuxième réunion extraordinaire de la Conférence des Parties à la CDB (CdPEx 2), la première réunion extraordinaire de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (CdPEx/RdP 1 au PC) et la première réunion extraordinaire de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (CdPEx/RdP 1 au PN) se sont tenues dans un cadre virtuel.



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafilr87@gmail.com .

La réunion a été officiellement ouverte lundi 16 novembre 2020 avec la présentation du projet de budget. Les Parties disposaient de 72 heures pour soumettre leurs objections par écrit. Au cas où aucune objection n'était soulevée, le budget allait être considéré comme adopté. Jeudi 19 novembre 2020, la Présidente de la CdP 14, Yasmine Fouad, Ministre de l'Environnement de l'Égypte, a annoncé une brève suspension de la réunion jusqu'au 25 novembre 2020 pour permettre de nouvelles consultations entre les Parties afin d'examiner une objection écrite. Après une autre « procédure de silence » de 48 heures, la Présidente Fouad a annoncé, vendredi 27 novembre 2020, l'adoption réussie du budget et a clos la CdP extraordinaire par une déclaration écrite.

L'adoption réussie du budget intérimaire pour 2021 constitue une étape indispensable vers un cadre pour l'après-2020. Elle offre une certitude financière pour une nouvelle année qui sera encore marquée par l'incertitude provoquée par la pandémie du COVID-19. Le processus du groupe budgétaire informel restreint démontre qu'il est possible de négocier et de s'accorder sur des questions sensibles dans un cadre virtuel, avec une représentation équilibrée des Parties de l'ensemble des cinq régions des Nations Unies et le soutien de tous les acteurs, y compris la Présidence, le Bureau et le Secrétariat de la CdP ainsi qu'une Présidente expérimentée. Si la procédure de silence a été un succès en dépit de la nécessité de mener des consultations supplémentaires, il demeurerait évident qu'une réunion entière de la CdP à la CDB et de ses protocoles ne pourrait pas se tenir de la même manière. Mais c'était un signe encourageant que des progrès peuvent être réalisés sur certaines questions en dépit des risques de pandémie mondiale.

Résumé des Dialogues des Nations unies sur le changement climatique

Les parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et à l'Accord de Paris prévoient de se réunir à Glasgow en novembre 2020 pour la 26^{ème} réunion de la Conférence des parties (COP26). Cependant, en raison de la pandémie de la COVID-19, la COP 26 a été reportée à 2021. Bien qu'une réunion en face à face n'ait pas été possible, la CCNUCC a décidé d'organiser une série d'événements virtuels pour maintenir l'action et la dynamique en faveur du climat, mettre en œuvre les événements prévus pour 2020 et discuter des questions en cours et émergentes, telles qu'une relance durable après la pandémie.

Les Dialogues sur le Climat ont été menés sous la direction des présidents de l'organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) et de l'organe subsidiaire d'avis scientifique et technologique (SBSTA), ainsi que de la présidence chilienne de la COP 25 et de la future présidence britannique de la COP 26. Pendant dix jours, près de 60 événements ont été diffusés sur le web et près de 8 000 personnes ont suivi les débats. Plusieurs événements étaient liés au travail des organes constitués pour la mise en œuvre de divers aspects de la Convention et de l'Accord de Paris. Ces organes techniques ont fourni des mises à jour sur leurs travaux et leurs plans futurs et ont reçu des informations en retour des parties et des parties prenantes non parties.

Bien qu'il ait été convenu que les négociations ou les prises de décision formelles n'auraient pas lieu lors de ces événements étant donné leur format virtuel, plusieurs événements non diffusés, réservés aux parties, ont eu lieu sur des questions de négociation en suspens, telles que l'article 6 de l'Accord de Paris ou les calendriers communs pour les contributions déterminées au niveau national. Ces événements visaient à renforcer la compréhension commune et à garantir des progrès en vue de parvenir à des décisions lors de la CdP 26.

Les Dialogues ont donné de bons résultats en termes de mise en œuvre des tâches clés prévues pour 2020 et de réflexion sur les progrès réalisés par les organes constitués tout au long de l'année. Le succès est moins évident en ce qui concerne l'avancement des discussions sur les questions en suspens. Dans l'ensemble, les Dialogues ont mieux réussi à maintenir les parties en discussion qu'à



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafilr87@gmail.com .

faire avancer les pourparlers.

[Pour plus d'informations](#)

Quatrième réunion du groupe d'experts ad hoc à composition non limitée sur les déchets marins et les microplastiques

Le fléau des déchets plastiques marins et des microplastiques est une préoccupation croissante dans le monde entier. Les déchets plastiques sont présents partout sur la planète et le monde est aux prises avec la meilleure façon de les éradiquer. De nombreux pays du monde entier étant toujours soumis à des restrictions pour freiner la propagation de la COVID-19, les délégués participant à la quatrième réunion du groupe d'experts ad hoc à composition non limitée sur les déchets marins et les microplastiques (AHEG-4) se sont réunis virtuellement du 9 au 13 novembre 2020, entre 13 heures et 17h30 (+3 UTC) chaque jour. Plus de 493 participants se sont inscrits à la réunion.

Leur objectif principal était de discuter et de convenir d'un résumé du président pour informer la cinquième réunion de l'Assemblée des Nations Unies pour l'Environnement (UNEA-5) sur la meilleure façon de s'attaquer aux déchets marins et aux microplastiques. Les délégués ont d'abord examiné les efforts du Secrétariat pour renforcer les connaissances scientifiques et technologiques et améliorer la coordination et la coopération par le biais d'une plate-forme multipartite. Le groupe s'est félicité de la cartographie des instruments, mesures, initiatives et approches existants en matière de déchets marins, ainsi que de leur évaluation des sources, des voies d'accès et des risques.

En examinant le résumé du président, ils ont engagé de solides discussions sur la manière de refléter ce qui semblait être une convergence naissante autour de la nécessité d'un nouveau traité mondial. Si beaucoup ont soutenu les appels à ce que le document **signale à l'Assemblée que le moment est venu de créer un comité de négociation intergouvernemental pour entamer les discussions sur un nouveau traité**, d'autres n'étaient pas d'accord. Ils ont finalement accepté le résumé du président, qui a été salué comme un document neutre et factuel, contenant une liste non exhaustive d'options de réponse aux déchets marins et aux microplastiques. Ils ont annexé le résumé au rapport de la réunion, qui sera présenté aux délégués lors de la cinquième session de l'UNEA.

[Pour plus d'informations](#)

Le Groupe de la Banque mondiale se fixe pour ambition de porter à 35 % la part de ses financements en faveur de l'action climatique dans les pays en développement

Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé aujourd'hui qu'au cours des cinq prochaines années, 35 % de ses financements en moyenne auront des retombées positives pour le climat. Un objectif ambitieux qui vient se substituer à une cible initiale de 28 % à l'horizon 2020, en vigueur depuis cinq ans. La Banque mondiale veillera également à ce que 50 % de ces financements soutiennent l'adaptation et la résilience.

« Le changement climatique contrarie sérieusement nos efforts en faveur du développement, souligne David Malpass, président du Groupe de la Banque mondiale. Les pays les plus pauvres sont ceux qui souffrent le plus des aléas du climat, avec leur cortège d'inondations, de sécheresses et de menaces pour la sécurité alimentaire. En plus d'augmenter nos financements climatiques, nous nous employons à promouvoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les pays ainsi qu'une transition réussie vers un développement sobre en carbone. »

Le Groupe de la Banque mondiale est la première source de financement multilatérale pour les investissements climatiques dans les pays en développement. Entre 2016 et 2020, les institutions du Groupe (Banque mondiale, IFC et MIGA) ont mobilisé plus de 83 milliards de dollars de



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafilr87@gmail.com .

financements climatiques en faveur des pays en développement. Ces ressources ont notamment permis d'augmenter de 34 GW les capacités de production électrique à partir d'énergies renouvelables et de faire bénéficier des millions d'individus dans une cinquantaine de pays d'un meilleur accès aux données hydrométéorologiques et aux systèmes d'alerte précoce, parmi d'autres résultats positifs pour le développement.

[Pour plus d'informations](#)

Les principes d'adaptation : 6 façons de renforcer la résilience au changement climatique

Dans les pays du monde entier, les changements climatiques représentent un risque important qui menace la vie et les moyens de subsistance des populations. Ces risques ne peuvent être réduits à zéro, ce qui signifie que les gouvernements doivent prendre des mesures fermes pour aider les entreprises et les personnes à les gérer. Pour ce faire, il faut planifier à l'avance et mettre en place des mesures proactives qui non seulement réduisent les risques climatiques, mais aussi accélèrent le développement et réduisent la pauvreté. Un nouveau rapport intitulé « *Les principes d'adaptation : un guide pour la conception de stratégies d'adaptation et de résilience aux changements climatiques* », publié par la Banque Mondiale, présente 6 principes universels pour aider les décideurs politiques à planifier l'adaptation, ainsi que 26 actions, 12 boîtes à outils et 111 indicateurs.

Les 6 principes pour l'adaptation sont énumérés comme suit :

1. **Construire des fondations solides grâce à un développement rapide et inclusif** : la pauvreté et le manque d'accès aux services de base - notamment les infrastructures, les services financiers, les soins de santé et la protection sociale - sont de puissants prédicteurs de la vulnérabilité au changement climatique. Aucune stratégie d'adaptation ne peut réussir sans garantir que les populations à forte vulnérabilité disposent des ressources financières, techniques et institutionnelles nécessaires pour s'adapter.
2. **Aider les personnes et les entreprises à faire leur part** : il est essentiel de renforcer la capacité d'adaptation des ménages et des entreprises : beaucoup sont déjà incités à s'adapter, mais ils ont besoin d'aide pour surmonter les obstacles, qui vont du manque d'information et de financement aux préjugés comportementaux et aux marchés imparfaits.
3. **Réviser les plans d'occupation des sols et protéger les infrastructures essentielles** : outre le soutien direct aux ménages et aux entreprises, les gouvernements doivent également jouer un rôle dans la protection des investissements, des biens et des services publics. Les plans d'urbanisme et d'aménagement du territoire sont également des responsabilités importantes du secteur public, et ils influencent les investissements privés massifs dans le logement et les actifs productifs. Il est donc essentiel que ces plans s'adaptent à l'évolution des risques climatiques à long terme pour éviter d'enfermer les gens dans des zones à haut risque.
4. **Aider les personnes et les entreprises à se remettre plus rapidement et mieux** : les gouvernements doivent élaborer des stratégies pour s'assurer que lorsque des catastrophes se produisent, les personnes et les entreprises peuvent y faire face sans conséquences dévastatrices à long terme, et qu'elles peuvent se remettre rapidement. L'inclusion financière, comme l'accès aux emprunts d'urgence, et la protection sociale sont des moyens essentiels pour aider les entreprises et les personnes à se remettre sur pied.
5. **Gérer les impacts au niveau macro** : faire face aux impacts des changements climatiques dans tous les secteurs à la fois nécessite une planification stratégique au plus haut niveau.



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des **Nouvelles du Climat**, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafilr87@gmail.com .

6. **Établir des priorités en fonction des besoins, mettre en œuvre dans tous les secteurs et suivre les progrès** : les gouvernements ne doivent pas seulement établir des priorités pour rendre les actions compatibles avec les ressources et les capacités disponibles ; ils doivent également mettre en place un cadre institutionnel et juridique solide, ainsi qu'un système cohérent de suivi des progrès.

[Pour plus d'informations](#)

Publication du Rapport 2020 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions des GES du PNUE

Depuis plus de dix ans, le rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions fournit un examen annuel de la différence entre les prévisions d'émissions de gaz à effet de serre en 2030 et le niveau où elles devraient se situer pour éviter les pires effets du changement climatique. Le rapport 2020 a été publié le 1^{er} décembre 2020 et comporte quelques messages clés :

- Malgré une baisse de courte durée des émissions de dioxyde de carbone à la suite de la pandémie de COVID-19, le monde se dirige toujours vers une augmentation des températures à hauteur de 3 °C au cours de ce siècle : c'est bien au-delà des objectifs de l'Accord de Paris qui visent à limiter l'augmentation des températures à un niveau bien inférieur à 2 °C et continuent à viser la cible de 1,5 °C de réchauffement.
- En 2019, les émissions totales de gaz à effet de serre, y compris celles liées aux changements d'affectation des terres, ont atteint un **nouveau record de 59,1 gigatonnes d'équivalent CO₂** (Gt éq-CO₂).
- Il est prévu que les émissions de dioxyde de carbone diminueront à hauteur de 7 % en 2020. Néanmoins, à long terme, cette baisse correspond uniquement à une baisse de température de 0,01°C d'ici 2050.
- Les niveaux d'ambition exprimés dans le cadre l'Accord de Paris doivent être environ multipliés par trois pour atteindre la trajectoire d'un réchauffement des températures mondiales à 2 °C et multipliés au moins cinq pour atteindre la trajectoire de 1,5 °C.
- La pandémie est un avertissement de la nature qui nous invite à agir pour contrer les changements climatiques, la perte de nature et la pollution. La pandémie offre également l'occasion d'une reprise qui placerait le monde sur la trajectoire des 2°C.
- Si la reprise économique à la suite de la pandémie était une reprise verte, cela pourrait permettre de renforcer d'environ 25 % les réductions des émissions de gaz à effet de serre prévues en 2030 et rapprocher le monde de la trajectoire des 2 °C. Les gouvernements devront tout mettre en œuvre pour assurer une reprise verte et renforcer leurs engagements avant la prochaine réunion sur le climat qui aura lieu en 2021.
- Environ un quart des membres du G20 ont consacré une part de leurs dépenses, jusqu'à 3 % de leur PIB, à des mesures de réduction des émissions de carbone. Pour la plupart d'entre eux, les dépenses ont été principalement consacrées à des mesures à forte intensité de carbone, impliquant des émissions nettes négatives, ou neutres, n'ayant aucun effet perceptible sur les émissions.
- Au moment de la conclusion du rapport, 126 pays représentant 51 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre avaient adopté, annoncé ou envisagé des objectifs de réduction nette zéro. **Si les États-Unis d'Amérique adoptent un objectif zéro d'ici 2050, comme le suggère le plan Biden-Harris pour le climat, cette part passerait à 63 %.**
- Si les tendances actuelles se poursuivent, les émissions internationales combinées du



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafilr87@gmail.com .

transport maritime et aérien représenteront probablement entre 60 et 220 % des émissions de CO₂ autorisées d'ici 2050 selon le scénario qui consiste à maintenir la hausse des températures à 1,5 °C. Les améliorations technologiques et opérationnelles peuvent améliorer le rendement énergétique des transports si elles sont encouragées, mais les augmentations prévues de la demande signifient que cela ne se traduira pas par une décarbonisation et des réductions absolues de CO₂. Les deux secteurs doivent combiner l'efficacité énergétique avec une transition rapide vers l'abandon des combustibles fossiles.

- Les gouvernements doivent permettre et encourager les consommateurs à éviter une consommation à forte teneur en carbone. Les actions possibles comprennent le remplacement des vols intérieurs de courte distance par le rail, des mesures d'incitation et des infrastructures permettant l'utilisation du vélo et le covoiturage, l'amélioration de l'efficacité énergétique des logements, des sources d'énergie renouvelable rendues accessibles par les fournisseurs en énergie et des politiques visant à réduire le gaspillage alimentaire.
- Les émissions combinées des 1% les plus riches de la population mondiale représentent plus du double des 50% les plus pauvres de la population mondiale. L'élite devra donc réduire son empreinte d'un facteur d'au moins 30 pour rester en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris.

[Pour plus d'informations](#)

Sécurité climatique au Soudan

Le réseau d'experts sur la sécurité climatique a publié une nouvelle note de risque sur le climat et la sécurité au Soudan. La plupart des Soudanais dépendent de l'agriculture pour leur subsistance et sont donc directement touchés par les changements climatiques. En effet, le Soudan a connu par le passé une hausse des températures et une aggravation des sécheresses et des inondations, et cette tendance devrait se poursuivre à l'avenir, mettant en péril les communautés agricoles du pays et la sécurité alimentaire et hydrique.

En même temps, la situation politique et sécuritaire du Soudan est précaire : depuis son indépendance, le pays a connu la plupart du temps des conflits et des violences. Si l'expression "guerre climatique" a été utilisée pour établir un lien direct de cause à effet entre les changements climatiques et les conflits, notamment au Darfour, ces derniers sont en réalité beaucoup plus complexes.

La note décrit trois façons dont les changements climatiques interagissent avec le conflit et la fragilité au Soudan et y contribue :

1. Les conflits peuvent résulter directement d'une concurrence accrue dans la distribution, l'utilisation et l'accès aux ressources naturelles, en raison de la combinaison des impacts climatiques, de la dégradation de l'environnement et de l'accroissement de la population.
2. Les déplacements et la perte de moyens de subsistance résultant du changement climatique et des conflits peuvent entraîner une mauvaise adaptation, des tensions et des conflits supplémentaires, ce qui mine encore davantage la résilience des communautés locales.
3. Des réponses inadéquates à la dégradation de l'environnement, au changement climatique et aux conflits multidimensionnels peuvent saper la légitimité et la capacité du gouvernement, alimentant par la suite l'opposition.

La note décrit ensuite deux niveaux généraux mais interdépendants de points d'entrée pour faire face aux risques de fragilité climatique au Soudan :



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafilr87@gmail.com .

1. Le premier niveau consiste à améliorer les capacités à faire face et à s'adapter aux changements climatiques et environnementaux, notamment en ce qui concerne la gestion de l'eau et des terres, et en fournissant un soutien à l'agriculture.
2. Le deuxième niveau consiste à améliorer la gestion des répercussions des changements climatiques et environnementaux : (1) la stabilisation des communautés et la consolidation de la paix afin d'éviter que les changements dans l'accès aux ressources et leur disponibilité n'alimentent les conflits ; (2) le soutien aux moyens de subsistance, qui comprend des stratégies visant à diversifier les moyens de subsistance pour accroître la résilience ; et (3) des actions visant à relever les défis de la gouvernance afin de sauvegarder les progrès locaux vers une meilleure gestion des ressources naturelles et d'étendre les bonnes pratiques à tout le pays.

En bref, les efforts visant à renforcer la résilience des moyens de subsistance au Soudan doivent être étayés par des améliorations plus générales de la gouvernance. En outre, toutes les interventions doivent être délibérément mises à profit pour rassembler les communautés et elles doivent veiller à ce que les groupes les plus vulnérables et marginalisés, par exemple les femmes et les jeunes, soient responsabilisés.

[Pour plus d'informations](#)

Publication du guide du Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires du Fonds Vert Climat

Le guide du Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires, portant sur le mode d'élaboration des propositions de « readiness » pour le Fonds Vert Climat, publié en anglais en mars 2020, a été publié en français le 2 décembre 2020. Ce guide présente le Fonds Vert Climat et son programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires. Il illustre les étapes de l'ensemble du cycle de subvention suivi par les propositions soumises pour l'obtention d'un soutien du Programme de « readiness », indique comment remplir le modèle de proposition d'appui à la « readiness », explique le processus d'évaluation observé par le Secrétariat du Fonds Vert Climat, souligne les consignes adressées aux autorités nationales désignées et aux partenaires de mises en œuvre pour faciliter la mise en œuvre efficiente et efficace des subventions de « readiness » approuvées.

[Pour plus d'informations](#)

Publication du Bilan mondial 2020 de l'action climatique par secteurs par l'Association Climate Chance

Climate Chance a publié la 3^{ème} édition du Bilan mondial de l'action climat par secteur, le 30 novembre 2020. Le Bilan sectoriel de Climate Chance analyse les échecs et les succès des actions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique mis en œuvre par les acteurs des territoires en 2019-2020. Il suit les dynamiques et les signaux faibles observés dans les principaux secteurs d'émissions : production d'énergie, transports et mobilité, bâtiments, industries du textile et de l'acier, gestion des déchets et économie circulaire, usage des sols. Nous retenons ici quelques enseignements clés issus du bilan :

- La pandémie et ses conséquences ont accéléré certains signaux faibles de la transition, notamment dans la production d'électricité, la mobilité urbaine et le traitement des déchets.
- Le choc provoqué par la chute de la demande et des cours du baril a des effets ambivalents à court-terme, mais pourrait bien engendrer des transformations structurelles dans certains secteurs.



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafilr87@gmail.com .

- La crise renverse parallèlement certaines tendances encourageantes observées depuis quelques années telles que l'accès à l'énergie hors réseau dans les pays en développement, les efforts de réduction des émissions des transports, ou encore les efforts de protection des forêts.
- La baisse générale des usages de l'énergie et de la production de biens et services est un facteur puissant de réduction des émissions de GES. Un constat évident en 2020, mais qui l'était déjà en 2019.
- La double crise sanitaire et économique inverse les tendances au progrès suivies depuis plusieurs années voire décennies par certains indicateurs socio-économiques tels que la sécurité alimentaire, l'accès à l'énergie propre, à la santé et à l'éducation.
- La baisse des revenus des foyers peut mettre en péril plus directement les objectifs climat, par le recours à des solutions énergétiques plus économiques mais émissives et polluantes. Ainsi, les arbitrages entre santé et réduction des émissions fragilisent l'usage des transports publics.
- Alors que depuis l'Accord de Paris, les États peinent à mobiliser des financements à la hauteur des enjeux pour une trajectoire 2°C, les plans de relance et les aides d'urgence réorientent des masses financières considérables vers les secteurs jugés prioritaires par les États, parfois sans contreparties et pour certains fortement émetteurs de GES.
- Déjà au cœur de l'agenda climatique à l'approche de la révision des contributions à l'Accord de Paris, les plans de relance renforcent le rôle des États dans la direction stratégique, économique et financière de la transition écologique.
- Alors que les coalitions d'action et les initiatives de coopération peinent à atteindre leurs objectifs, l'appropriation croissante du concept de neutralité carbone ces deux dernières années recentre les entreprises, les villes et les acteurs financiers sur leurs propres capacités d'action et périmètres d'émission.
- Entre rassemblements de masse pour le climat, désobéissance civile et actions juridiques, un champ de lutte naissant s'empare, en marge des canaux institutionnels, de la grammaire du climat pour questionner les comportements des acteurs, infléchir les trajectoires des secteurs économiques et transformer les cadres d'action nationaux et internationaux.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafilr87@gmail.com .

Les nouvelles du climat au niveau national

Performance climatique : le Maroc en 4^{ème} position du classement

Le Maroc a été classé à la 4^{ème} position en termes de performance climatique au niveau mondial, selon le Rapport de l'Indice de Performance Climatique de 2021. Dans ce rapport rendu public lundi 7 décembre 2020 par les Organisations Non Gouvernementales Germanwatch, le Réseau international d'Action pour le Climat ainsi que l'Institut allemand New Climate Institute, le Maroc arrive derrière la Suède, la Grande Bretagne et le Danemark.

Les pays qui ont fait l'objet de cette évaluation (57 pays, plus l'Union européenne) et qui représentent ensemble 90% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, ont été classés sur la base d'une grille de 14 indicateurs dans les quatre catégories suivantes : les énergies renouvelables, les émissions de gaz à effet de serre, l'utilisation de l'énergie et la politique climatique.

Premier en Afrique et dans le monde Arabe, le Maroc doit cette position à sa contribution déterminée au niveau national (NDC), considérée parmi les plus ambitieuses au niveau international grâce à son alignement avec la trajectoire d'un réchauffement climatique de moins de 2°C, conformément à l'Accord de Paris sur le climat ainsi qu'aux efforts déployés dans le cadre de sa stratégie énergétique pour le développement des énergies renouvelables et propres.

Le Maroc a reçu également une note élevée pour sa politique climatique internationale, souligne la même source, précisant que le fort engagement du Royaume dans le cadre de l'Accord de Paris, sa participation active dans les alliances climatiques mondiales ainsi que les initiatives régionales ambitieuses lui confèrent un rôle de leadership en matière d'énergie et de durabilité sur le continent africain.

[Pour plus d'informations](#)

Cartographie des sols : La Fondation OCP lance "Restore Africa Soils"

"Restore Africa Soils" est une plateforme dédiée aux discussions scientifiques entre les chercheurs africains et les partenaires du groupe OCP. Elle permet d'alimenter continuellement une base de données consacrée aux sols africains, assurant ainsi un partage d'expertises. Mise en place par la Fondation OCP et l'université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), cette plateforme permet de communiquer autour de l'état d'avancement des projets de cartographie des sols lancés conjointement et localement par la fondation et ses partenaires.

Ce programme permet en effet aux différents interlocuteurs de partager leurs expériences respectives et bonnes pratiques en la matière échantillonnage, analyse au laboratoire, mais aussi d'assurer une continuité dans la formation sur la fertilisation raisonnée, sur les systèmes d'information géographiques et sur le contrôle de la qualité des fertilisants. Lancé en mai 2020, ce dispositif bénéficie du soutien et de l'expertise du Tekalign Mamo, centre de recherche sur les sols et fertilisants en Afrique (CESFRA), laboratoire de référence de l'UM6P en matière de recherche dans le domaine de la fertilisation raisonnée. Il permet d'alimenter continuellement une base de données consacrée aux sols africains assurant ainsi un réel partage d'expertises.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafilr87@gmail.com .

Durabilité : l'UM6P et cinq universités forment un consortium de recherche

Un consortium inter-universitaire de formation, de recherche et d'innovation a été créé autour de l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P). Constitué de six universités marocaines : l'université Cadi Ayyad de Marrakech, l'Université Mohammed V de Rabat, l'Université Ibn Tofail de Kénitra, l'Université Ibn Zohr d'Agadir, l'Université Sultan Moulay Slimane de Béni Mellal, en plus de l'UMP6P et l'Institut français de recherche pour le développement (IRD), ce consortium doit aboutir à la préfiguration d'un « **Centre international des Sciences de la durabilité sur le thème de la gestion des ressources végétales, de l'eau et du sol dans le contexte des changements climatiques au Maroc et en Afrique** ».

L'idée de ce consortium résulte de la convergence de quatre stratégies :

1. La stratégie du ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de structurer l'écosystème de la recherche marocain autour de thématiques stratégiques de manière à pouvoir relever les défis auxquels le Maroc est confronté ;
2. La stratégie des universités participantes de se structurer en pôles et centres d'excellence pour mieux s'insérer dans le tissu socio-économique des leurs régions respectives ;
3. La stratégie de l'UM6P d'être un levier pour le développement au Maroc et en Afrique, en adressant les défis de demain à travers une approche innovante axée sur la synergie entre la recherche, la formation et l'innovation ;
4. La stratégie de l'Institut français de recherche pour le développement de pérenniser, structurer et amplifier ses collaborations historiques avec les universités marocaines.

Les partenaires se sont fixés comme premier livrable, la production d'un livre blanc précisant le cadre juridique du Centre, ses périmètres thématiques, son plan de formation, ses critères d'intégration de nouveaux partenaires notamment, africains et latino-américains, ses besoins en ressources matérielles et humaines et son business modèle, ainsi que les contributions des différentes partenaires.

[Pour plus d'informations](#)

Le Maroc investit 10 MMDH dans la plus grande station de dessalement de l'eau de mer en Afrique

Le Ministre de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau, Abdelkader Amara a indiqué, le mardi 12 novembre 2002, que les démarches ont été entamées pour la réalisation de **la plus grande station, à l'échelle continentale**, de dessalement de l'eau de mer à Casablanca.

En réponse à une question centrale autour des "mesures entreprises pour remédier à la pénurie d'eau", posée à la Chambre des conseillers, Mr Amara a affirmé que les démarches et les étapes procédurales ont été entamées pour la réalisation du projet de dessalement de l'eau de mer de la ville de Casablanca, pour une **capacité de traitement d'environ 300 millions m³ d'eau**, notant que cette station se veut la plus grande au niveau du continent, pour une enveloppe budgétaire moyennant 10 MMDH.

Il a, par ailleurs, expliqué que le projet de dessalement de l'eau de mer de la province de Chtouka Ait Baha a été parachevé, outre le renforcement du débit d'une série de stations de dessalement dans les provinces du Sud du Royaume.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafilr87@gmail.com .

Barrages : Taux de remplissage de 35,6% au 1^{er} décembre 2020

Les retenues des principaux barrages nationaux ont atteint, au 1^{er} décembre, plus de 5,55 milliards de mètres cubes, soit un taux de remplissage de 35,6%, selon la direction générale de l'Eau, relevant du ministère de l'Équipement, du transport, de la logistique et de l'eau. Ce niveau est inférieur aux 7,13 milliards de m³ (45,7% de taux de remplissage) enregistrés à la même date de l'année écoulée, précise la direction générale de l'Eau dans la situation journalière des principaux grands barrages du Royaume.

- Le barrage Al Wahda dans la province de Ouezzane a affiché un taux de remplissage de 49,5% contre 50,6% à la même date de 2019 avec une retenue de 1,74 milliard de m³.
- Le taux de remplissage du barrage d'Al Massira (province de Settat) s'est situé à 12% (319,7 millions de m³), alors que celui du barrage de Bin El Ouidane a chuté de 41,5% à 18,7%.
- Pour ce qui est du barrage Idriss 1^{er} (province de Fès), il a enregistré un volume de 603 millions de m³ (53,4%) contre 864,2 millions de m³ (76,5%) à la même date l'an dernier.
- Le barrage de Sidi Mohamed Ben Abdellah a, pour sa part, affiché une retenue de 527,8 millions de m³, soit un taux de remplissage de 54,1%, alors que celui d'Ahmed El Hansali (province de Béni Mellal) a présenté un volume de 90,7 millions de m³ (13,6%).
- Concernant la retenue du barrage El Mansour Eddahbi (province de Ouarzazate), elle est de l'ordre de 95,7 millions de m³ (21,5%).

[Pour plus d'informations](#)

Énergies renouvelables : transfert d'actifs entre ONEE et MASEN

Une convention entre l'Office national de l'électricité et de l'eau potable et l'Agence marocaine pour l'énergie durable société a été signée et validée pour le transfert à MASEB de toutes les activités de l'Office en liaison avec la production d'énergies renouvelables.

Ce transfert s'inscrit dans le cadre de la loi n° 38-16, portant création de l'Office national de l'électricité, devenu l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE). Dans son article 2, cette loi indique que sont transférés à MASEN, créée par la loi n°57-09, d'une manière progressive et au plus tard à la fin de la cinquième année suivant la date de publication de la loi :

- **En pleine propriété et à titre gratuit, les biens immeubles appartenant à l'ONEE servant à l'activité des installations ENR existants ou en cours de construction ;**
- **L'ensemble des dossiers documents afférents aux projets des installations ENR en cours de développement, ainsi que les biens immeubles liés auxdites installations ENR.**

Dans son article 3, la même loi relève que dès l'achèvement de l'opération de transfert de chaque installation ENR, visée à l'article 2, existante ou en cours de construction ou sous forme de projet en cours de développement, MASEN est subrogée dans tous les droits et obligations de l'ONEE. MASEN assurera le règlement des marchés d'études, de travaux, de fournitures et de services, ainsi que tous les autres contrats et conventions conclus par l'ONEE avant la date du transfert.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafilr87@gmail.com .

World PTX Summit 2020 : l'hydrogène vert peut être un accélérateur de la décarbonation de l'économie

La première édition du World Ptx Summit 2020 centrée sur l'hydrogène vert a ouvert ses travaux, le 1^{er} décembre avec la participation de représentants d'une soixantaine de pays dont des responsables et d'experts marocains et étrangers. Organisé en ligne par l'Institut de recherche en énergie solaire et en énergies nouvelles (IRESEN) dans le cadre d'un effort conjoint avec l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), le sommet s'est déroulé du 1er au 3 décembre à Rabat.

L'objectif de ce sommet était de favoriser la création d'une plateforme régionale dédiée à l'hydrogène vert et à ses applications dans l'ensemble de l'économie « Power-To-X » (PtX). Cette plateforme ambitionne de déclencher des discussions de haut niveau et des partenariats pour une nouvelle ère d'énergie propre, rendue possible grâce aux opportunités offertes par l'hydrogène vert, ainsi que de rassembler les principaux investisseurs, les décideurs politiques, les innovateurs, les leaders de l'industrie et les experts de la recherche dans le domaine.

S'exprimant à cette occasion, Monsieur Aziz RABBAH, Ministre de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement a déclaré que « Le Maroc a accompli plusieurs objectifs préparatifs afin de contribuer à l'émergence de la filiale hydrogène verte ».

Monsieur le Ministre a indiqué également que « l'hydrogène offre aujourd'hui une opportunité pour le Royaume qui a accompli plusieurs objectifs dans le but de contribuer à l'émergence de cette filiale verte », en ajoutant « Nous avons réalisé un certain nombre d'études spécifiques afin d'évaluer la maturité des technologies et des potentiels en la matière, et nous avons aussi étudié les opportunités socio-économiques de l'hydrogène pour notre pays ».

Pour sa part, le directeur de l'IRESEN, Mr Badr Ikken, a indiqué que « le World Ptx Summit vise à devenir un véritable carrefour pour la communauté des hydrogènes verts où divers plans, visions et stratégies se rencontrent, positionnant le Maroc et l'Afrique en tant que partenaire fort pour impulser un marché international des hydrogènes verts et façonner ensemble l'avenir d'un monde plus sain et plus propre », et que « le partenariat international est la clé du développement du marché de l'hydrogène vert et de l'économie, permettant de répondre aux challenges d'un déploiement à grande échelle en termes de pérennité, de coûts des technologies et de préparation de la chaîne d'approvisionnement ».

Le World Ptx Summit 2020 a été organisé avec comme ambition la création d'une plateforme régionale dédiée à l'hydrogène vert et à ses applications dans l'ensemble de l'économie. Plus de 2000 personnes issues d'une soixantaine de pays des cinq continents ont participé à ce sommet international, un rendez-vous institutionnel d'excellence qui devrait déclencher des discussions de haut niveau en présence, notamment, de ministres du Maroc, du Portugal, d'Allemagne et de responsables de la Commission européenne. [Pour plus d'informations](#)

Entretiens maroco-espagnols pour le renforcement du partenariat énergétique

Monsieur Le Ministre de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement, Aziz Rabbah s'est entretenu par visioconférence, avec la vice-présidente du gouvernement espagnol et ministre de la transition écologique et du défi démographique, Teresa Ribera Rodriguez, dans le cadre du renforcement du partenariat énergétique entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne.

Cette rencontre fait partie d'une série de consultations entre les deux ministres, dont la dernière s'est tenue en juin dernier, pour donner un nouvel élan à la coopération stratégique existante entre le Maroc et l'Espagne, qui s'inscrit dans une vision d'intégration régionale plaçant le Maroc et



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafilr87@gmail.com .

l'Espagne comme deux points de connexion entre l'Europe et l'Afrique.

Les deux parties ont soulevé plusieurs questions d'intérêt commun, telles que le gaz naturel, l'interconnexion électrique entre les deux pays, la coopération potentielle dans le domaine de l'hydrogène, ainsi que la concrétisation de la Déclaration conjointe de la feuille de route sur le commerce d'électricité à base d'énergies renouvelables, signée entre le Maroc, l'Espagne, le Portugal, la France et l'Allemagne, en marge de la COP 22, tenue à Marrakech en novembre 2016.

Concernant l'interconnexion électrique, les deux parties ont convenu d'activer la mise en œuvre du mémorandum d'entente relatif au développement d'une troisième interconnexion électrique Maroc-Espagne. Elles ont, également, appelé à intensifier les activités du groupe de travail constitué de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable et de l'entreprise espagnole Red Electrica.

Quant à la coopération dans le domaine de l'hydrogène, les deux ministres ont souligné l'importance de ce vecteur énergétique pour la décarbonisation et ont proposé que des contacts puissent être établis par les autorités marocaines compétentes avec leurs homologues espagnoles afin d'examiner les possibilités de coopération offertes par ce secteur.

Par ailleurs, les deux ministres ont convenu d'activer la mise en œuvre du mémorandum d'entente pour l'établissement d'un partenariat stratégique dans le domaine de l'énergie entre les deux pays, en tenant dans les prochaines semaines la 1-ère réunion du Comité de partenariat énergétique (CPE) institué par ce mémorandum.

Ont pris part à cette rencontre, Mme Amina Benkhadra, directrice générale de l'Office national des hydrocarbures et des mines, et M. Abderrahim El Hafidi, directeur général de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable et des responsables du ministère de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement.

[Pour plus d'informations](#)



Si vous souhaitez contribuer à la prochaine édition des Nouvelles du Climat, prière d'entrer en contact avec nous à l'adresse suivante : chafilr87@gmail.com .